

Conseil exécutif de l'ACEP

Compte rendu de la réunion du 12 septembre 2007

Bureau national de l'ACEP

Salle de conférence

17 h 45

Présences : J. Aggrey (président), J.-R. Benoît, C. Card, G. Dussault, M. Holyk, M. Korol, S. Lawson (téléconférence), R. McVicar, L. Perrin, A. Picotte, A. Sipos, S. Spak, S. Spano, C. Therrien, M. Zinck, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin

Absence motivée : C. Lakaski.

Séance à **HUIS CLOS** de 17 h 45 à 19 h 45.

A. Sipos doit quitter la réunion à ce stade.

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par M. Zinck et appuyé par S. Spak que l'ordre du jour soit adopté.
Résolution adoptée à l'unanimité.

Adoption du compte rendu de la réunion du 27 juin 2007

Il est proposé par M. Zinck et appuyé par C. Card que le compte rendu soit adopté.

Pour = 10 Contre = 0 Abstentions = 4. **Résolution adoptée.**

Adoption du budget

Après examen et discussion du budget :

Il est proposé par G. Dussault et appuyé par C. Therrien que le poste 18.1 – Fonds de prévoyance du Conseil exécutif soit réduit de 200 000 \$ à 100 000 \$.

Pour = 2 Contre = 12 Abstention = 0. **Résolution rejetée.**

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Zinck que le Conseil exécutif national adopte le budget et en recommande l'approbation aux membres.
Résolution adoptée à l'unanimité.

Suivis du compte rendu

Comité consultatif des jeunes membres

S. Lawson s'excuse du retard dans le rapport du Comité et signale qu'il sera disponible à la prochaine réunion.

Comité des finances

Recommandation du Comité des finances – 28 août 2007

Le Comité des finances recommande que le Conseil exécutif national lui confie le mandat d'établir un processus de révision des cotisations en vue d'un budget équilibré.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak que la recommandation soit adoptée.

Pour = 7 Contre = 7 Abstention = 0.

Comme il y a égalité, le président exerce son droit de vote prépondérant conformément aux Règles de procédure de Bourinot. Le président vote contre la résolution. **En conséquence, la résolution est rejetée.**

Il est convenu que la recommandation est caduque, du fait que le comité possède déjà ce mandat.

Recommandations du Comité des finances – 4 septembre 2007

Recommandation n° 1

Le Comité des finances recommande que le Conseil exécutif national vise un budget équilibré pour l'exercice se terminant en 2008-2009 et il recommande une hausse des cotisations de 5 \$ afin d'équilibrer le budget pour cet exercice.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par B. McVicar que la recommandation soit adoptée.

Pour = 3 Contre = 11 Abstention = 0. **Résolution rejetée.**

Bien que la résolution soit rejetée, le CEN n'est pas contre l'idée d'une hausse des cotisations. Cela étant, il discute du processus de mise en oeuvre d'une hausse des cotisations. Après discussion :

Il est proposé par M. Holyk et appuyé par S. Spak que le Conseil exécutif national vise un budget équilibré et qu'on entreprenne un processus de consultation avec les dirigeants des sections locales et les membres en vue d'une hausse des cotisations. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Recommandation n° 2

Le Comité des finances recommande que le Conseil exécutif national recommande aux membres l'adoption du budget, composé de deux périodes de 12 mois.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Perrin que la recommandation soit adoptée.

Pour = 9 Contre = 2 Abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

Rapport du président

Le président déclare que les mois d'été se sont révélés plus affairés que prévu pour lui, en particulier le mois d'août.

1. 5 juillet – Comité de l'égalité des chances et de la diversité

Le président a assisté à une réunion du Comité de l'égalité des chances et de la diversité. Il déclare que le comité cherche encore à cerner des activités dans lesquelles il pourrait jouer un rôle pour le compte de l'Association.

2. 9 juillet – Groupe de travail sur la participation des membres

Le président a assisté à une réunion du Groupe de travail sur la participation des membres. Il signale que le comité va bon train et a commencé à examiner bon nombre d'idées pour fins de recommandation au CEN.

3. 17 juillet – Comité des finances

Le président a assisté à une réunion du Comité des finances au cours laquelle celui-ci a entamé les préparatifs pour le budget du prochain exercice.

4. 8 août – Comité des Statuts et Règlements

Le comité s'est réuni pour examiner le projet de modifications aux Statuts et en discuter afin de faire en sorte que ces modifications soient conformes aux recommandations du CEN.

5. 10 août – Cérémonie spéciale de la GRC – Passation des pouvoirs

La GRC a invité le président à participer à une cérémonie spéciale – la passation des pouvoirs au nouveau commissaire de la GRC.

6. 13 août – Comité d'examen de la gouvernance

Le Comité d'examen de la gouvernance s'est réuni pour examiner toutes les modifications proposées aux Statuts afin de faire en sorte que celles-ci soient conformes aux recommandations que le CEN a proposées concernant des changements à la gouvernance.

7. 22 août – Groupe de travail sur la participation des membres

Le président a assisté à une réunion du Groupe de travail sur la participation des membres. Il déclare que la réunion avait pour objet, entre autres choses, de discuter du projet de rapport du groupe. Cependant, le rapport n'était pas prêt. Le projet a par la suite été envoyé aux membres du groupe pour fins d'examen.

8. 23 août – Réunion extraordinaire du CEN

Le CEN a tenu une réunion extraordinaire pour approuver le projet de modifications aux Statuts qui sera soumis aux membres pour fins d'approbation par voie de vote en novembre.

9. 28 août – Partie syndicale du CNM

- i. La partie syndicale du CNM a tenu une réunion pour discuter d'un projet de directive sur les cotisations syndicales rédigée par le CT. La directive fait essentiellement partie de la Politique sur les conditions d'emploi et elle donne des instructions visant l'administration équitable, uniforme et opportune des cotisations syndicales dans l'ensemble de l'administration publique centrale.

La directive a des incidences sur diverses catégories d'emploi, notamment l'emploi occasionnel, l'emploi pour étudiants, la rémunération double – lorsque l'employé occupe deux ou plusieurs postes, des cotisations syndicales doivent être prélevées pour chacun des postes –, le double emploi – lorsqu'un employé est embauché pour une période donnée pendant qu'il est en congé non payé d'un poste d'une période indéterminée –, les détachements, les mutations et affectations temporaires et les nominations intérimaires.

Fondamentalement, nous avons constaté des incompatibilités avec les conventions collectives des agents négociateurs concernant la façon dont la directive touchera les employés dans les catégories susmentionnées.

- ii. Le président a assisté à une autre réunion du CF consacrée à la préparation du budget.
- iii. Le président déclare qu'il a rencontré une haute fonctionnaire du CT pour discuter du rapport Lahey sur l'examen des dépenses dans le secteur public fédéral, lui exposer les préoccupations de nos membres à cet égard et lui signaler que nous sommes contre bon nombre des recommandations du rapport Lahey. Par la suite, le président a tenu une téléconférence avec les négociateurs principaux pour examiner la nécessité de réagir au rapport Lahey. La partie syndicale a collectivement convenu qu'une réaction officielle lui donnerait encore plus d'importance.

Le président a conclu qu'il a appris que des commentaires de l'IPFPC et de l'AFPC ont paru dans les journaux locaux. Toutefois, l'ACEP a décidé de ne pas formuler de commentaires publics.

10. 4 septembre – Réunion de préparation du budget du CF

Le président signale que le CF s'est réuni pour achever le budget pour les deux prochains exercices, que le CEN a approuvé à sa réunion en soirée.

11. Cadre de Règlements pour les sections locales de l'ACEP

Le président déclare qu'au cours de l'été, il a rédigé un document intitulé Cadre de Règlements pour les sections locales de l'ACEP. Il précise que ce document a pour objet de servir de modèle pour l'établissement de sections locales de l'ACEP. Il ajoute que, comme tous les membres du CEN le savent, l'ACEP ne possède pas de document de référence pour aider les sections locales individuelles. Il fait remarquer que certaines sections locales se sont dotées de Règlements et d'autres, pas.

Le président explique que le Cadre établit la structure de gouvernance et les principes directeurs pour le fonctionnement des sections locales de l'ACEP. Le document tient compte du fait que les diverses sections locales ont des besoins différents au plan de la gouvernance, et c'est pourquoi il n'est pas normatif.

Le président ajoute que, pour ce qui est du processus, le document fera l'objet d'examen et de discussion lors du Forum de l'Atlantique, puis on constituera un comité des sections locales chargé de consulter toutes les sections locales et d'obtenir leur apport. Ensuite, le Conseil des dirigeants des sections locales aura l'occasion de l'examiner et d'en discuter. Le cas échéant, le Conseil des présidents fera de même, après quoi le CEN approuvera la version définitive. J. Aggrey fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'un document qui sera diffusé à la masse des membres pour fins d'approbation. Il précise que les Statuts ne contiennent aucune obligation à cet égard.

Le président remercie Lionel Perrin, Mike Zinck et Jean Ouellette de leurs précieux commentaires et suggestions qui ont généralement permis d'améliorer sensiblement la qualité du document.

12. Le point sur le Comité de la vérification de l'ACEP – José Aggrey

Le Comité de la vérification de l'ACEP dont l'établissement a été approuvé au début de 2007 est maintenant fonctionnel. Sous réserve que la réunion d'octobre du CEN ait lieu vers la fin du mois, le Comité de la vérification de l'ACEP devrait avoir achevé ce qu'il devait faire pour se constituer et avoir surveillé le processus de vérification aboutissant à la présentation au CEN des états financiers vérifiés de l'ACEP pour l'exercice terminé le 31 juillet 2007.

L'établissement de ce comité, composé de trois membres de l'ACEP, constitue un changement de culture pour l'Association. Il s'agit d'un élément nouveau dans la gouvernance de l'ACEP, soit un comité indépendant ayant accès au vérificateur, à la direction et au Conseil sur demande dans l'exercice de son mandat. Il s'agit aussi d'apprendre comment les risques opérationnels/professionnels et les états financiers se recoupent et comment cela pourrait influencer sur la manière dont l'ACEP dirige ses affaires.

Le Comité de la vérification porte à l'attention du CEN un certain nombre d'exigences qu'il faut satisfaire pour en arriver à l'approbation des états financiers en octobre:

1. Le Comité de la vérification examine actuellement le mandat établi plus tôt cette année. Une version révisée sera présentée au CEN pour fins d'examen et d'approbation. La version révisée s'impose à la suite de la rétroaction résultant de la révision professionnelle plus tôt cette année (la présidente du Comité de la vérification et le vérificateur) à la norme des rôles établis. Les principales questions qui nécessiteraient des modifications ont trait à la clarification des rôles relativement à l'autonomie et à la réorientation du mandat en conséquence.

2. Les questions de comptabilité financière peuvent se révéler extrêmement rebutantes au plan technique. Il faut prendre conscience que, dans la planification du programme, il faut du temps pour discuter des conventions comptables et des questions opérationnelles pour bien en comprendre les interdépendances. Par exemple, le Comité de la vérification a besoin d'AU MOINS une semaine à une semaine et demie pour assimiler le projet d'états financiers avant de rencontrer le vérificateur et la direction. Cette rencontre est obligatoire avant que le comité prenne une décision et que sa présidente en rende compte au CEN.

Rapport des Services professionnels

Négociations

- La table EC :
- La table RIM TR : conformément aux dispositions du Règlement n° 7, on a lancé aux membres de l'unité de négociation TR un appel de volontaires en vue de constituer un comité de négociation du Régime d'incitatif monétaire (RIM); l'appel a été envoyé par la poste le 10 septembre 2007 et affiché sur notre site Web.

Consultations pour l'ensemble de la fonction publique

Sans objet pour l'été.

Représentation

Un membre a reçu une lettre d'avertissement en guise de mesure disciplinaire et a demandé de l'aide pour présenter un grief à son égard. L'ART a expliqué au membre qu'elle aurait intérêt à examiner d'autres options/solutions avant de présenter un grief, étant donné que la question n'était pas admissible à l'arbitrage. L'ART a recommandé à la fonctionnaire de faire verser au même dossier une lettre de réfutation à la lettre d'avertissement. Cette démarche est semblable à celle qui est adoptée dans le processus d'évaluation du rendement lorsqu'un employé est en désaccord avec l'évaluation que son superviseur lui a faite. Le ministère a accepté cette mesure.

Un membre a présenté quatre griefs relatifs à la rémunération d'intérim et il a demandé une description de travail pour le poste de titularisation et le poste intérimaire. Les griefs ont été accueillis. Les nouvelles descriptions de travail ont entraîné une reclassification avec effet rétroactif et ont valu au membre un important salaire rétroactif.

Un membre de l'ACEP a déposé des appels aux termes de l'article 21 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Le comité d'appel a accueilli l'appel pour ce qui est de deux (2) allégations. L'appelant était d'avis que la présidente du Comité d'appel avait erré dans sa décision, puisqu'elle avait admis certains documents en preuve en fonction de graves préoccupations de crédibilité qui ont eu un impact important sur les notes accordées à certaines questions principales. À cause de cela, l'appelant estimait que les mesures correctives seraient insatisfaisantes. Selon un avis juridique, on n'obtiendrait pas de succès dans un contrôle judiciaire pour plusieurs raisons. La décision a une forte composante factuelle, de sorte que le tribunal appliquerait probablement une norme plus élevée pour ce qui est du caractère raisonnable, ou peut-être même du caractère abusif évident dans ce cas. Deuxièmement, l'appelant a eu gain de cause dans son appel et le tribunal serait probablement moins sympathique à sa cause. Enfin, compte tenu des vastes incidences de cette procédure générique qui mettait en cause un grand nombre de candidats retenus, il était moins probable que le tribunal intervienne.

Questions internes

- Un poste d'agent(e) des relations de travail – classification bilingue a été affiché la semaine dernière; il s'agit du premier poste pour une période déterminée créé pour les griefs résultant de l'exercice de conversion EC et d'autres travaux de classification.
- Négociations collectives SEA-ACEP

Une deuxième séance de négociation a eu lieu les 9 et 10 juillet. Le 10 juillet, les parties ont conclu une entente de principe verbale. Les équipes de négociation du SEA et de l'ACEP se réuniront pour établir le libellé définitif et signer un protocole d'accord recommandant à leurs dirigeants respectifs la ratification de l'entente de principe. Le tout sera soumis au CEN à sa réunion du 24 octobre.

- Manuel des délégués de l'ACEP
 - Le manuel, dans sa forme définitive, sera imprimé et placé dans des cartables pour fins de distribution aux membres du CEN ce soir, puis, en octobre, il sera remis aux membres (délégués) des sections locales qui ont suivi le cours de formation des délégués depuis 2000.
- Formation pour les membres
 - Des cours en anglais seront donnés au cours de la semaine du 29 octobre et des cours en français, au cours de la semaine du 5 novembre. L'avis a été envoyé aux dirigeants des sections locales le 10 septembre et affiché sur notre site Web.
 - À titre de renseignement, et comme il a déjà été annoncé, le cours des délégués sera désormais d'une durée d'une journée et celui portant sur la convention collective, d'une journée et demie.

Rapport de l'Administration

Assemblée générale annuelle

Donna Martin avise le CEN que l'AGA aura lieu le 29 novembre à l'hôtel Crowne Plaza, qu'aucune résolution n'a été reçue et que le projet de modifications aux Statuts sera joint à la trousse de l'AGA pour fins d'approbation des membres.

Serveur de la base de données

Donna Martin signale que le serveur de la base de données a été remplacé. Quelques problèmes se posent pour que les anciens logiciels et séquences de programme

fonctionnent adéquatement dans le nouveau système mis à niveau, mais on est en voie de les régler.

Prochaines réunions du CEN

Donna Martin avise le CEN que la prochaine réunion est prévue pour le 31 octobre, soirée de l'Halloween. En conséquence, conformément à notre pratique de ne pas organiser de réunion les jours de fête, elle propose que la réunion ait lieu le mercredi 24 octobre.

Levée de la séance

Il est proposé par B. McVicar et appuyé par S. Spak que la séance soit levée à 22 h 10. **Résolution adoptée à l'unanimité.**